

splendeur et misère du néolibéralisme

congrès de la Société suisse de sociologie

www.assh.ch/sociologie

1er au 3 oct. 03

université de zurich

Appel aux communications

Capitalisme tardif ou société industrielle? Telle est la question que se posait déjà le 16^{ème} congrès de la Société allemande de sociologie en 1968. L'ambivalence dans la réponse à amener à cette question, qui régnait alors dans la profession, était justifiée: pouvait-on expliquer les phénomènes et problèmes de la modernité par une conception de type "capitalisme tardif" ou par la structure différenciée des sociétés industrielles modernes? Même si les travaux des participants divergeaient entre eux, l'interdépendance nécessaire entre économie et politique demeurait incontournable pour tous, qu'elle se présente sous la forme d'un processus de négociation néo-corporatiste entre les partenaires sociaux et l'État, ou sous celle d'un secteur public prenant une importance grandissante et d'un pouvoir administratif qui tentait de corriger et de combler les lacunes fonctionnelles du marché par le biais de décisions et de mesures politiques. Les débats de l'époque, comme ceux qui ont suivi dans les années septante, ont enrichi l'appareillage conceptuel de la sociologie dans les champs d'analyse des structures sociales, des modes de conscience, de l'action et du système, du constructivisme et du déterminisme.

Personne ne s'attendait à ce que, vingt ans plus tard, le modèle néolibéral connaisse un triomphe d'une telle ampleur en imposant la vieille prémisse selon laquelle un jeu libre des forces du marché, secondé d'un « État-providence », est le meilleur moyen de promouvoir le progrès social. C'est justement à l'époque où la fin des idéologies et des "grands métarécits" (Lyotard) a été annoncée qu'une idéologie traditionnelle, fortement entachée de philosophie de l'histoire, triomphe, en affirmant, comme le socialisme marxiste avant elle, son caractère proprement « scientifique ». A cause du réductionnisme économique qui lui est inhérente, elle a largement mis entre parenthèse les fruits de la réflexion sociologique sur la société et a propagé, par le biais d'une conception du sujet comme un être entièrement autonome, une explication néodarwinienne du social que l'on croyait dépassée depuis bien longtemps.

Les sociologues ont eux-mêmes leur part de responsabilité dans cette évolution. En annonçant, dans des diagnostics devant beaucoup à une perspective postmoderne, des événements aussi divers que la fin de l'histoire après l'effondrement du bloc de l'est, la dilution de l'État-nation dans l'ère de la globalisation, la fin des grands consensus normatifs et axiologiques, de la morale collective et de l'intégration sociale, dans les sociétés individualistes et plurielles, ils ont formellement préparé le terrain à l'avènement d'une conception politique néolibérale. Ainsi, dans le courant des années 90, le néolibéralisme a infiltré presque tous les secteurs de la société. Des maximes telles que la dérégulation, la décentralisation, l'organisation du marché et l'orientation client ont contribué à styliser et à imposer l'esprit d'entreprise, la responsabilité individuelle et la flexibilité croissante des relations sociales comme le dispositif final d'une nouvelle « gouvernabilité » (Foucault) du social. Aujourd'hui, pourtant, force est de constater une perte de repères et une incertitude croissante face à l'avenir. Ce dégrisement est soutenu par de nombreux facteurs: le crash boursier, l'incapacité de la New Economy – et de son aphrodisiaque dot.com – à tenir ses promesses, la faillite d'entreprises en apparence solides, ayant derrière elles une longue histoire, les cas à répétition de *top managers*, autrefois idéalisés,

qui sauvent leurs billes en laissant sombrer leur entreprise, etc. Les relations des citoyens avec l'État et avec l'économie se caractérisent de façon de plus en plus marquée par une perte de confiance; la misère des plus défavorisés revient au centre des débats; la question sociale refait surface au niveau local comme au niveau global. Mesurées à l'aune de leur propre ambition, les recettes néolibérales visant une nouvelle organisation des États de l'ancien bloc de l'est et du Tiers-Monde essuient un cuisant échec.

Dans cette phase de réorientation, de nouvelles analyses sociologiques soutenues par des idées solides et novatrices sont indispensables. Le principal objectif du congrès organisé cette année par la Société suisse de sociologie est d'apporter une contribution au débat dans cette période de crise sociale, sous forme de descriptions, d'explications et de réflexions.

Cet appel aux communications s'adresse non seulement à tou(te)s les sociologues mais aussi aux représentants d'autres disciplines des sciences humaines qui souhaitent participer à cette discussion en présentant un exposé durant la séance plénière.

Les sujets des exposés prévus pour les **séances plénières** sont les suivants:

1. Politique et économie, entre dérégulation et re-régulation
2. La renaissance de la question sociale
3. Les processus de production des inégalités globales

Pour les séances plénières:

Veillez envoyer votre article ou un résumé détaillé de 2-3 pages au minimum jusqu'à fin mars 2003 (par e-mail à l'adresse: kongress2003@soziologie.unizh.ch).

Informations complémentaires:

Vous trouverez des informations quant à l'évolution du congrès sur notre site Web: www.assh.ch/sociologie

Comité d'organisation:

Prof. Thomas S. Eberle (Université de Saint -Gall)

Prof. Kurt Imhof (Université de Zurich)

cand. rer. soc. Esther Amberg (organisatrice du congrès, Université de Zurich)